

Mensonges, brutalités, violences et deux années de plus à travailler dans des conditions impensables. Sans aucune écoute des citoyen.es, le Président et son gouvernement annoncent des réformes successives et régressives, dont la réforme de la voie professionnelle et le Service National Universel. Les personnels de l'éducation nationale, les enseignant.es, les syndiqué.es, les militant.es de l'Union syndicale Solidaires ont une réponse simple : c'est non.

La situation actuelle de l'enseignement à tous les niveaux, l'orientation des élèves avec Parcoursup et le contrôle continu, les spécialités, le grand oral au baccalauréat accentuent la détresse et les inégalités parmi les élèves. Les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires rejettent le simulacre d'égalité des chances dans l'éducation nationale à laquelle notre ministre et ce gouvernement participent. La situation dans l'Éducation Nationale est de plus en plus dégradée, rien n'a été prévu, rien n'est plus organisé nationalement mais tout est fait localement, laissant aux collègues une surcharge de travail. Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires dénoncent un non-respect des élèves et des personnels.

Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires réclament l'abandon du processus de sélection de Parcoursup, du contrôle continu, des spécialités et du grand oral au baccalauréat et l'obtention de moyens pour l'orientation des élèves.

Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires rappellent leurs revendications concernant la situation des étudiant.es : des actions réelles contre la précarité étudiante ainsi qu'une garantie de protection sociale supérieure au seuil de pauvreté, l'embauche de personnels éducatifs, leur titularisation, la construction d'infrastructures permettant de rattraper le retard accumulé mais aussi de faire face au décrochage.

La course à l'évaluation, les programmes intenable, le manque de moyens font subir aux enseignant.es et aux personnels des contraintes professionnelles qui altèrent leur santé et qui ne sera pas acceptable encore deux années de plus dans leurs carrières.

Les manifestations, les blocages et les grèves ont exprimé la révolte face à un pouvoir sourd et qui passe par la force et les violences policières pour imposer sa réforme des retraites. De nombreuses actions et prises de paroles montrent la détermination sans faille tous et toutes. Le choix politique de la répression et des violences est inacceptable, face à la crise sociale et politique en cours, le gouvernement et monsieur Macron s'enferment dans une impasse.

L'intersyndicale nationale a appelé à continuer les actions locales et à faire du jeudi 6 avril une nouvelle grande journée de grève et de manifestations. Sur la retraite, sur les salaires, sur la crise écologique, sur le chômage, sur l'accès aux logements ou sur les droits des étranger.es, l'Union syndicale Solidaires reste mobilisée et appelle à la mobilisation et à la grève le 6 avril.